



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 12ème législature

APL

Question écrite n° 10781

### Texte de la question

M. François Hollande \* appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer sur le projet de rétablissement de l'évaluation forfaitaire partielle des ressources pour les jeunes de moins de 25 ans. Un décret du 8 juillet 2000 avait institué une évaluation forfaitaire, c'est-à-dire une reconstitution fictive des ressources lorsque les revenus déclarés pour l'année de référence sont faibles ou nuls, pour les aides au logement concernant les moins de 25 ans en situation précaire. Parce qu'elle générerait une réduction des aides au logement, cette mesure fut jugée désincitative à l'exercice d'une activité professionnelle, et abrogée par un décret du 20 mars 2002. Or, un projet de texte visant à rétablir les dispositions instituées en 2000 est en cours d'examen. Il propose d'une part une évaluation forfaitaire spécifique pour les jeunes de moins de 25 ans en situation précaire ; et d'autre part une évaluation forfaitaire de droit commun pour les autres. Ces mesures auront donc plusieurs conséquences. Tout d'abord une baisse importante des aides au logement en cours d'année pour les intéressés. Le rétablissement de l'évaluation forfaitaire est ainsi perçue comme une injustice et est mal comprise, car elle signifie pour les bénéficiaires une réduction des droits aux prestations sans condition de ressources pour les personnes qui, bien qu'ayant une activité, ont des revenus faibles. De plus, elle n'incite pas à exercer une activité professionnelle faiblement rémunérée car elle est appliquée de la même façon aux personnes ayant des ressources nulles. La gestion de cette mesure est enfin coûteuse et complexe pour les caisses d'allocation familiales. Aussi il lui demande de quelle façon le Gouvernement entend répondre à ces préoccupations légitimes.

### Texte de la réponse

D'une manière générale, les revenus pris en compte pour le calcul des aides au logement sont les revenus nets catégoriels perçus par les ménages pendant l'année civile de référence (n-1), c'est-à-dire l'année précédant la période de paiement qui s'étend du 1er juillet de l'année n au 30 juin de l'année (n+1). Cependant, pour les personnes qui exercent une activité professionnelle à l'ouverture ou au renouvellement des droits et déclarent, dans le premier cas, avoir disposé en année de référence de ressources inférieures ou égales à un seuil fixé à 812 fois le SMIC brut horaire au 31 décembre de l'année de référence - soit 5 416 euros depuis le 1er juillet 2002 - et, dans le second cas, n'avoir disposé d'aucune ressource imposable, les ressources retenues pour le calcul de l'aide sont évaluées forfaitairement sur la base des ressources perçues au moment de l'attribution de l'aide affectées des abattements prévus par le code général des impôts afin de reconstituer une base annuelle pour le calcul des droits. L'évaluation forfaitaire correspond soit à douze fois la rémunération mensuelle perçue par l'allocataire, et éventuellement son conjoint, le mois civil qui précède l'ouverture du droit, soit à douze fois celle du mois de mai qui précède le renouvellement du droit au 1er juillet. La spécificité des aides personnelles, qui en fait leur efficacité sociale, est de varier de façon très étroite en fonction des ressources. Une grande partie des dysfonctionnements constatés dans ce système provient du fait que les ressources prises en compte ne reflètent pas les revenus réels du ménage au moment où il perçoit l'aide. Le dispositif d'évaluation forfaitaire des ressources permet de corriger ces dysfonctionnements : ainsi, à revenu identique, une personne qui commence à travailler et accède à un logement autonome percevra la même aide que celui qui a déjà ce revenu en année

de référence. Le Gouvernement est cependant conscient des conséquences que peut avoir ce dispositif, notamment pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans ayant des revenus précaires et ne disposant pas du RMI. C'est pourquoi, dans le cadre de l'actualisation 2002 des barèmes des aides personnelles, il a décidé un aménagement de cette procédure d'évaluation forfaitaire : pour les jeunes ne disposant pas d'un contrat à durée indéterminée, l'évaluation forfaitaire sera faite sur la base de neuf fois leur salaire du mois de référence - au lieu de 12 - (ce qui entraîne une majoration de l'aide d'environ 80 euros par mois, pour un jeune salarié au SMIC) et ils pourront en demander sa révision tous les quatre mois si leurs revenus baissent d'au moins 10 %. Le calcul de l'aide personnelle tiendra ainsi compte du fait que les ressources des jeunes peuvent être instables et variables au long de l'année. Les jeunes apprentis ou stagiaires en formation rémunérés en bénéficieront. Ce dispositif, qui avait été instauré en octobre 2000 puis abrogé en avril 2002, sera à nouveau mis en oeuvre au début de l'année 2003.

## Données clés

**Auteur :** [M. François Hollande](#)

**Circonscription :** Corrèze (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 10781

**Rubrique :** Logement : aides et prêts

**Ministère interrogé :** équipement, transports et logement

**Ministère attributaire :** équipement, transports et logement

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 27 janvier 2003, page 455

**Réponse publiée le :** 24 mars 2003, page 2246